



# Arrêté Municipal

Temporaire n° PM 241/2024

Route barrée

Rue de la Negrette

**Création et branchement réseau de Télécommunication  
du mardi 09 juillet 2024, 08h00, au vendredi 09 août 2024, 18h00**

## Le Maire de FRONTON,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

**Vu** le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

**Vu** l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

**Vu la permission de voirie n° PV 2024 146 en date du 20 juin 2024 ;**

**Vu** la demande de **de l'entreprise FIBRE 31 – 25 Avenue Gaspard Coriolis – Bâtiment A - 31110 TOULOUSE**, concernant, **la création et le raccordement au réseau de télécommunication**, en date du **20 juin 2024 ;**

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux de **branchement au réseau de télécommunication**, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il convient de :

**barrer la route, à tous les véhicules, sauf riverains et véhicules d'utilité publique, rue de la Negrette**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la durée **des travaux**.

## ARRETE

### ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise, **FIBRE 31**, de réaliser les travaux de branchement au réseau de télécommunication, **rue de la Negrette**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, il convient de règlementer la circulation comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

### ARTICLE 2

**La circulation de tous les véhicules, sauf riverains et véhicules d'utilité publique, sera interdite :**

**Tous les véhicules circulant avenue de Nyzezius souhaitant se rendre rue de la Negrette seront déviés par les allées du Gamay.**

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du **mardi 09 juillet 2024, 08h00** et resteront applicables jusqu'au **vendredi 09 août 2024, 18h00**, date et heure auxquelles les conditions normales de circulation seront rétablies.

### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par la société **FIBRE 31**.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

### ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

## ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

## ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton, le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton et la Directrice Générale des Services de la Commune de Fronton, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

## ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.  
Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.  
Services Techniques de la Commune de Fronton.  
Communauté de Communes du Frontonnais.  
Service de Police Municipale de Fronton.  
Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

## ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.



Fronton, le 09 juillet 2024  
Le Maire

**Hugo CAVAGNAC**